

# LE RÉVEIL SAINT-PIERRAIS

## Journal Républicain

PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance).

Pour la Colonie.

Un an..... 12 fr. 00. — Six mois..... 7 fr. 00

Union Postale

Un an..... 15 fr. 00. — Six mois..... 8 fr. 00

FERNAND MAZIER

DIRECTEUR

Quai de la Roncière

Saint-Pierre & Miquelon

PRIX DES ANNONCES.

Une à six lignes..... 3 fr. 00

Chaque ligne au-dessus..... 0 fr. 40

### Utilité d'un Journal

Au moment où un deuxième journal va, dit-on, se créer, il est à propos de dire quelques mots de l'utilité d'un journal; surtout quand d'autre part il en est qui critiquent le droit de vie d'une modeste feuille locale.

Certainement nous serions de ceux qui aiment à savourer la grande politique, si nous étions des politiciens à grande envergure. Notre rôle à tous a toujours été plus modeste: Nous aimons à entretenir nos lecteurs de choses qui sont à leur portée, à leur faire toucher du doigt les inconvénients qui existent au maintien de tel état de choses.

Ce but, depuis bientôt dix-huit mois, nous avons essayé de le remplir et, sans prétention, nous pouvons croire que nous y avons réussi en appelant carrément les choses et les gens par leur nom. Comme preuves, nous n'en voulons d'autres que ces aveux journaliers: combien le Réveil nous a ouvert les yeux, nous a appris de choses que nous ignorions, que nous ne soupçonnions même pas.

L'utilité d'un journal local est si peu contestée et contestable, qu'il suffit au contraire de bien vouloir se rendre compte du revirement qui s'est produit pour s'en convaincre et en convenir.

Sans prétention encore, nous avons toujours dit et soutenu que la littérature n'avait rien à faire dans notre cause, mais que nous ferions notre possible pour nous rendre utile, pour nous faire comprendre en nous mettant à la portée de tous.

En dehors des questions d'affaires et d'intérêt général, nous convenons qu'un petit journal a l'inconvénient forcé d'être obligé, pour intéresser ses lecteurs, de leur servir par le menu les potins de la ville. C'est là une obligation de les dériver d'une lecture ou trop aride ou trop sérieuse.

Sans être égoïste, il faut bien penser à cette frivolité qui aime à connaître les potins, qui aime presque autant à s'en repaître qu'à les faire. Ce sont là des lieux communs, qui font passer leur propagateur comme un homme bien

informé de tous les menus faits qui se passent en ville, et qui constituent la chronique plus ou moins scandaleuse de l'existence en commun.

La gaité gauloise est de rigueur au journalisme français quand elle ne dépasse pas les bornes, quand on sait se servir de l'ironie sans trop de malveillance au moins apparente.

Mais en cela comme en bien d'autres sujets, la critique est aisée et l'art difficile.

Envers et contre toutes les critiques dont nous avons pu être l'objet, nous croyons avoir rendu des services à la cause de notre pays, à la défense de ses intérêts et avoir contribué à instruire nombre de nos concitoyens sur ce qui se passe journellement.

La création d'un autre journal, nous l'avons dit, ne fera que rendre plus attrayante la polémique engagée de part et d'autre pour soutenir une ligne de conduite conforme au programme que nous nous sommes tracé.

Nous ferons tous nos efforts pour continuer à intéresser nos lecteurs, à les faire partager avec nous toutes les sensations que l'on éprouve à mener le bon combat. La manière de lire un journal consiste surtout à se bien pénétrer de son contenu, puis à bien sentir ce que l'on lit, de manière à rendre sienne la pensée de l'écrivain comme son but.

### ABSOLUTISME

L'absolutisme consiste à opposer sa manière de voir à celle de la pluralité, sans tenir compte des intérêts et de l'expérience que cette pluralité d'hommes a le droit d'invoquer à l'encontre de la prétention d'un seul.

Ce principe est aussi absolu que l'absolutisme, parce qu'il est moins facile à un groupe d'inspirations diverses de se tromper qu'à un seul individu, qui lui n'agit que sous la poussée de sa seule pensée, de sa seule inspiration: en un mot, deux idées valent mieux qu'une.

Ce principe vient d'être perdu de vue par un de nos administrateurs dans des conditions regrettables et qui donnent une idée du mauvais côté du fonctionnarisme au point de vue de l'intérêt et du développement d'une colonie, parce que le fonctionnaire est sans intérêt immédiat à ce développement.

Dans notre avant-dernier numéro, nous avons réclamé la présence d'un stationnaire local pour assurer la police maritime de la grande pêche et de la petite pêche sur les côtes et aux environs de nos îles. Ce n'est pas là une idée personnelle ou même préconçue, de tout temps, depuis la suppression du stationnaire, il a été réclamé avec insistance: c'est ce qui vient de se passer à l'assemblée générale des armateurs à Saint-Servan, à notre Chambre de Commerce, au sein de notre Syndicat et il en fut ainsi dans le temps au Conseil général.

La moindre de ces assemblées, composée de gens intéressés au plus haut degré à ce qu'ils sollicitent, a beaucoup plus de compétence que M. Caperon, qui est un profane en la matière, et qui, quoique cela, sans considération des intérêts et des justes revendications des intéressés compétents, s'est opposé à la prise en considération de la demande motivée de la Chambre de Commerce et du Syndicat.

Nous voudrions bien savoir sur qui et sur quoi ce fonctionnaire s'est appuyé pour s'opposer mordicus, dans le secret du Conseil privé, à ce que des hommes cent fois plus compétents que lui (ne lui en déplaise) ont réclamé et réclamé avec la plus vive insistance.

Nous le prenons sur le fait et nous sommes obligé de dire que M. Caperon, par son absolutisme administratif, est un mauvais administrateur, parce qu'il suffit que l'on demande une chose pour que sa seule préoccupation soit de trouver le moyen, ou de la refuser, ou de l'empêcher d'aboutir: nous l'avons vu à l'œuvre trop souvent.

Quand nous avons fait voir combien les uns et les autres de nous ont fait peu de cas dans la pratique des aptitudes administratives de M. Caperon, nous avons déclaré que nous n'étions pas chargé de le défendre. Cette déclara-

raison ne peut être suspectée, parce que nous en connaissons trop pour avoir le moindre doute sur ce que sont les sentiments de M. Caperon à l'égard de Saint-Pierre.

L'ancien gouverneur intérimaire à perpétuité aurait dû en faire son profit et ne pas nous mettre dans l'obligation de préciser le fait en mains que son influence a toujours été néfaste aux nouveaux gouverneurs, trop portés à faire appel à l'expérience d'un fonctionnaire se prévalant des trop nombreuses années passées dans cette colonie.

Ce n'est pas par ignorance que ce fonctionnaire pêche, car M. Caperon sait mieux que nous les services qu'un stationnaire est appelé à rendre dans les circonstances actuelles pour faire respecter nos droits de pêche nationale, pour arriver à supprimer le désordre préjudiciable qui se passe à Langlade et à Miquelon quand il s'agit d'y aller pêcher le capelan, M. Caperon, qui a à son avoir, de s'être appliqué à chanter les ébats de l'union libre du capelan, sait encore mieux que nous par ses études de naturaliste que ce petit poisson, par pudeur ou autre raison, aime une solitude au moins relative pour se livrer aux belles anses de sable de Langlade.

M. Caperon a été de ceux qui ont préconisé que Saint-Pierre ne soit qu'un simple établissement de pêche: pour enlever aux habitants de ce rocher la faculté et l'aptitude voulue de s'administrer; c'est à dire qu'il aurait voulu les faire classer dans une catégorie spéciale d'infériorité, ou d'inhabilité.

Le socialisme de M. Caperon au pouvoir consiste à considérer les malheureux intéressés comme des atomes qui ont le droit de penser, mais non celui de revendiquer quoique ce soit. Pour créer un établissement de pêche à sa fantaisie, il faudrait que nous fussions tous courbés sur l'aviron d'une galère quelconque, de manière à ce que la fatigue et le travail ne puissent nous laisser la faculté de penser aux exigences de l'existence.

Est-ce là le rêve de M. Caperon? Si M. Caperon n'admet l'existence de Saint-Pierre qu'à l'état d'établissement de pêche, pourquoi est-il aussi illogique dans l'application de sa théorie! de n'avoir jamais rien fait soit pour développer cette industrie, soit pour la soulager des lourdes charges qui pèsent sur elle.

En la circonstance qui nous occupe, il n'ignore pas que tout centre de pêche a besoin de compter sur une autorité exécutive pour faire respecter les règlements, pour empêcher que des troubles préjudiciables à l'intérêt général ne surgissent entre pêcheurs par suite de rivalité à se procurer la réussite par tous les moyens même violents.

M. Caperon, qui est depuis tant d'années dans ce pays, conviendra bien que nous avons plus besoin d'un stationnaire, au point de vue de la police de la pêche, que Saint-Malo, Granville

et Cancale. Cependant ces trois stations de pêche de beaucoup moins importantes que la nôtre, ont chacune un petit stationnaire-aviso, qui porte les noms de **Faon, d'Elan** et de **Sainte-Barbe**.

Nous ne demandons à M. Caperon qu'un peu de logique dans ses actes. Puisqu'il veut que nous ne soyons que pêcheurs, qu'au moins il nous favorise dans la réalisation de son idéal en ne s'opposant pas à ce que nous sollicitons, nous qui sommes compétents, et parce que lui le premier il a été incapable de nous protéger et qu'il a avoué son impuissance répressive après mise en demeure.

## CONSEIL PRIVÉ

Dans le temps, nous nous sommes élevé contre la nomination de notre unique notaire à la fonction de conseiller privé.

Nous appuyions nos critiques et nos protestations sur ce fait que le notaire est en quelque sorte un fonctionnaire, puisque sa charge de notaire, au lieu de lui avoir été vendue, lui a été accordée par le gouvernement sans la moindre redevance: c'est donc une fonction qui lui a été dévolue. Notre intention n'est pas, en abordant ce sujet, de demander à ce qu'il faille l'imposer; mais quoique cela nous avons la prétention de dire que le notaire de Saint-Pierre ne remplit pas les conditions d'indépendance voulue vis-à-vis de l'administration pour pouvoir être qualifié, dans toute l'acceptation du mot, être le représentant de la population.

Déjà nous trouvons les fonctionnaires beaucoup trop nombreux à siéger tant au conseil privé qu'au conseil d'administration, et notre devoir est de signaler que l'introduction du notaire comme représentant de la population est un mythe, parce que le notaire dépend de l'administration pour en avoir obtenu son notariat, et particulièrement du procureur de la République au point de vue disciplinaire de sa fonction.

Une autre critique que nous élevons, est celle de savoir dans quelles conditions le nouveau sous-chef de bureau, qualifié chef du service de l'intérieur, va siéger au Conseil privé et au Conseil d'administration.

L'introduction de son prédécesseur à titre délibératif était une décision en quelque sorte personnelle à M. Certoncin, obtenue à grand-peine par M. Jullien en faveur de son alter-ego.

Nous avons d'autant plus lieu d'interpréter ainsi le décret du 4 avril 1903 que M. Jullien, lors de son premier débarquement, s'exprimait en ces termes: **J'ai trop le respect du suffrage universel pour en avoir jamais la crainte (sauf quand il est blackboulé) et je ferai tout mon effort pour vous rendre les droits dont vous avez été**

**privés et vous permettre de gérer, dans la plus large mesure possible, vos intérêts.**

Ce langage officiel que l'on aurait pu croire sincère dans la bouche d'un aussi haut personnage, fut grossièrement démenti, dix-huit mois après, par la circulaire ministérielle accompagnant le décret du 4 avril 1903. Dans ces documents, on constate que tout l'effort de M. Jullien s'est borné à amoindrir les prérogatives des représentants de la population. Voici en quels termes le ministre dévoile le compromis: **J'ai toutefois retenu des observations de M. Jullien les critiques qu'il a formulées relativement au rôle effacé que jouait le chef du service de l'intérieur dans le sein du Conseil privé et du Conseil d'administration et j'ai pensé qu'il convenait (affaire de convenance) de relever expressément ce fonctionnaire à ce point de vue spécial. Tel est l'objet du décret du 4 avril courant.**

On ne peut pas être plus explicatif sur l'économie du décret du 4 avril 1903 qui est fort critiquable, parce qu'elle marque une contradiction complète avec le précédent décret sur la matière, du 3 janvier 1899, qui supprime les fonctions de directeur de l'intérieur pour les comprendre dans celles du gouverneur. Cette contradiction est si évidente que du même coup sur les simples instances de M. Jullien toutes les prérogatives du directeur de l'intérieur sont de nouveau dévolues par délégation à un fonctionnaire inférieur de trois grades à ce qu'était dans le principe le directeur de l'intérieur.

## A LA LIGUE ANTI-ALCOOLIQUE

La 8<sup>me</sup> réunion populaire de la Ligue, plusieurs fois remise, a enfin eu lieu lundi dernier. Le rideau s'est levé devant une salle comble, en présence d'un public venu très nombreux, attiré par les promesses du programme.

Un passage de Boccace exécuté sur le piano par deux jeunes virtuoses, M<sup>lle</sup> Gautier et M. H. Colombel, a précédé la causerie du D<sup>r</sup> Dupuy-Fromy.

Tout en s'excusant d'avoir peu l'habitude de parler en public, le conférencier a brodé sur ce sujet: *Comment lire un journal?* quelques aperçus simples et courts touchant la presse en général: son utilité, ses libertés, son rôle à notre époque.

Une charmante innovation a suivi cette causerie. Exécutée par M<sup>lle</sup> Scotland la «Danse du Papillon» genre Loïe Fuller, a été très goûtée, surtout du public qui voyait pour la première fois ce genre de spectacle. Mais on a regretté le peu de force des projections lumineuses qui empêcha d'apprécier comme ils le méritent, le charme et la grâce de cette jeune fille; plaisir différé, paraît-il. On nous réserve en effet pour bientôt

une nouvelle surprise qui nous permet de lui exprimer à nouveau toute la sympathie qu'elle inspire.

Le « Caprice » si impatiemment attendu a terminé la soirée. Alfred de Musset comme tous les vrais peintres de sentiment, ne vieillit pas. Le succès de sa délicieuse comédie, vieille de plus de soixante ans, en est la preuve.

L'émotion sincère, l'esprit piquant, la grâce du marivaudage font du « Caprice » une de ces plus agréables comédies de celui dont on a dit qu'il « avait vécu sa vie avec son cœur ». On y trouve, en outre, comme partout chez lui, la pureté et la parfaite correction de la langue

... si douce qu'à la parler Les femmes sur la lèvre en gardent le sourire.

Rien qu'à entendre ce langage, un sourire est resté, ce soir là sur les lèvres de beaucoup, mais légèrement mouillé de larmes.

Ne vous en étonnez pas d'ailleurs, car Musset avait trouvé des interprètes dignes de le comprendre et de le faire goûter.

M<sup>me</sup> J. Lefèvre que nous voyons avec plaisir reparaitre à nos soirées s'est montrée à souhait dans le rôle de la comtesse de Chavigny, tendrement émue et calme, presque jalouse, heureuse enfin grâce à son amie compatissante et blasée, M<sup>me</sup> de Léry. M<sup>me</sup> Dupuy Fromy a joué ce dernier rôle avec toute la séduction de son aisance, de sa finesse et de son goût. Aussi le comte de Chavigny, (M. Michas) y a-t-il été sensible au point de quitter subitement sa froideur si sincèrement maritale pour tenter de satisfaire son caprice. Et il a su créer son rôle avec toute la vérité et l'expression qu'il apporte, d'ailleurs, à tout ce qu'il entreprend. Noblesse oblige, dit-on ! La Ligue ne pouvait moins faire que de se tailler un nouveau succès. Aussi croyons-nous être l'interprète de beaucoup en lui demandant d'ici peu, une nouvelle représentation du Caprice; car, si le public aime la peinture des sentiments vrais, il est en cela de l'avis de Musset lui-même qui répondit un jour aux critiques de ses pièces:

Vive le mélodrame où Margot a pleuré !

## FAITS DIVERS

### LES DÉPÊCHES DE TARASCON

Vu Clémentel. Il est de Bayonne. Massacre continue: Michas révoqué: Larquère parti pour Saint-Pierre. Organisez manifestation aux cris: Vive la Douane, notre Douane! Journaliste parti aussi. Il est docteur ès-sciences, docteur ès-lettres, docteur en droit-canon. Journal sera gouvernemental; ai averti ami Cousturier.

Ciment armé embarqué sur « Notre-Dame-du-Salut ». Ai câblé administra-

tion qui fera déblayer terrain. Monseigneur nommé évêque Saint-Pierre et Banc Terre-Neuve, Jullien président cour d'appel Paris.

Affaire Jolivet enterrée; ordonnance non-lieu en ma faveur. Poursuites commencées contre magistrats instructeurs. Suis nommé officier légion d'honneur, titre militaire.

Envoie missionnaire pour convertir conseillers municipaux et autres créants à la religion du ciment armé.

### ENCORE JULLIEN ?

L'inénarrable Marius a subtilisé quelques passages au profit de sa famille; le non moins scrupuleux Jullien aurait agi de même pour la sienne. Est-ce bien vrai? On nous affirme que oui et nous le croyons sans peine.

Pourquoi le maître et le valet ne sont-ils pas poursuivis comme des caissiers infidèles? Est-il admissible que ceux qui sont chargés d'ordonnancer les dépenses, que les comptables de l'État et du Service local, abusent de leur situation au point de faire payer à la Colonie des dépenses qui leur sont personnelles? Un petit fonctionnaire coupable d'une indécatesse est impitoyablement révoqué; Jullien et Certonciny qui sont pris la main dans le sac vont être probablement décorés. Quels drôles d'administrateurs on nous envoie, réunissant d'une façon si parfaite l'incapacité à la malhonnêteté!

Nous n'aurions pas crû Jullien si mesquin. Pour Certonciny c'est très naturel, il n'a jamais négligé les petits profits. Mais Jullien! un ancien député, un ex-président de je ne sais quelle gauche plus ou moins radicale, s'amuser à « gratter » deux ou trois mille francs! Passe encore pour la grosse somme dans un panama quelconque à Paris ou à Saint-Pierre, qu'il s'agisse de canal, de morue ou de barachois; mais deux ou trois mille francs!!

Le voisinage de Légasse l'a décidément gâté, avant au moins, il avait un peu d'envergure; après, ... n'en parlons plus.

### MAUVAIS PRÉSAGE

Le 31 janvier, M. l'abbé Bracq, en sortant des ateliers de la nouvelle imprimerie, a fait une chute malheureuse et s'est démis l'épaule gauche.

M. le docteur Abadie-Bayro, aussitôt accouru, a procédé sur le coup à la réduction immédiate de cette luxation douloureuse.

Ce n'est que le lendemain que M. l'abbé Bracq a pu se transporter au presbytère, où sa santé est du reste aussi satisfaisante que possible.

Cette chute du plus libéral de nos vicares nous semble de mauvais augure, elle nous rappelle celle que fit Napoléon, à l'entrée de la malheureuse campagne de Russie, et qui fut regardée comme le présage de ses désastres.

Rapprochons de cet incident la déception que M. l'abbé Légasse vient d'éprouver quand il est allé consulter la **Voyante de la rue du Paradis**, pour savoir qui avait mis le feu à l'église, et les moins crédules finiront par croire comme nous qu'il y a une fatalité comme il y a des sorciers.

### PALMES ACADÉMIQUES

Par le dernier courrier, nous avons appris avec plaisir que M. Gustave Gautier, Saint-Pierrais armateur à Nantes, avait été promu officier d'académie.

Quoique domicilié en France, M. Gustave Gautier, beau-frère de M. Benâtre, a conservé les meilleures relations avec Saint-Pierre, qui a été le berceau de sa propre famille et où il est lui-même né.

A l'occasion de cette distinction, qu'il est le premier Saint-Pierrais à obtenir, nous adressons à M. Gustave Gautier toutes nos félicitations avec l'expression de notre bon souvenir.

### Réceptions à l'hôtel du gouvernement

Lundi et samedi de la semaine dernière, Monsieur le gouverneur Cousturier, pour faire plus ample connaissance avec les uns et les autres, recevait à sa table ses principaux chefs d'administration et de service, le 1<sup>er</sup> adjoint M<sup>on</sup> de maire, le président de la Chambre de Commerce et les membres du Conseil privé.

A la réception de samedi, c'était le tour de la magistrature, des avocats, des médecins et de quelques notabilités.

Les réceptions se font sans apparat comme sans cérémonial, elles dénotent, chez le chef de la colonie, l'intention de se mettre à la portée de tout le monde et d'être le plus possible agréable à ses hôtes.

## UNE ANARCHISTE

Il y en a au moins une à Saint-Pierre. Elle écrit de tous côtés des lettres anonymes à donner l'épouvante, fabrique, déclare-t-elle, des bombes électriques et prépare nuit et jour des mélanges fulminants d'un effet terrible. Diable! Est-ce que nous allons être torpillés, maintenant? Il ne nous manquait plus que ça! Braves gens qui tenez à votre peau, qui ne voulez pas du tout être mis en bouillie, défiez-vous d'une D<sup>lle</sup> Marie... à l'œil anarchiste et incendiaire.

## INCENDIE DANS LE BARACHOIS

La goëlette américaine «Willie Swift» était amarrée à la cale de M. Le Buf quand, dans la soirée de samedi dernier, vers huit heures, le feu se déclarait à bord.

Le lieutenant de port, M. Besnier, s'empressait de réquisitionner le remorqueur «Saint-Pierre» afin d'écarter la goëlette de la flotte de pêche retenue au mouillage.

Cette précaution prise, on est devenu facilement maître du feu, dès aussitôt que l'on a pu faire projeter de l'eau aux pompes qui étaient manœuvrées par les pompiers sous les ordres de leur capitaine, M. Poirier.

Cette goëlette, ayant une certaine quantité de hareng gelé, était entrée la veille en relâche.

## CHEZ LE MINISTRE DES COLONIES

Par un télégramme adressé le 1<sup>er</sup> Février à son 1<sup>er</sup> adjoint M. Benâtre, M. Daygrand, maire de Saint-Pierre, nous fait savoir qu'il a été présenté au ministre des colonies, qu'il y a reçu un très bon accueil, que les menaces n'ont encore produit aucun effet et que la carte forcée ne sera pas la conclusion offerte aux revendications de la municipalité.

Voilà des nouvelles bien en contradiction avec toutes celles que l'on a colportées depuis quelque temps.

En toute cette affaire il y a un fait patent et indéniable, c'est que si les MM. Légasse s'étaient trouvés en aussi belle posture, qu'ils le disent, il y a longtemps et même bien longtemps qu'une solution serait intervenue favorable à la manière de voir qu'ils veulent imposer à la colonie. Ils sont près du

soleil gouvernemental, ils ont de grosses influences, mais aussi leur cause est si mauvaise et leurs agissements sont si compromettants qu'ils ne peuvent arriver à enlever le morceau. En disant cela, nous ne bluffons pas, nous nous en rapportons aux actes, aux faits accomplis, à la crainte que nos gouvernants ont de voir une agitation se perpétuer ou s'aggraver par le seul fait de créer une omnipotence à une famille qui abuse de tout, des bonnes choses comme des mauvaises pour asseoir sa prépondérance et en spéculer.

## CONFIRMATION

Comme confirmation de cette entrevue, nous pouvons faire connaître à nos lecteurs que de son côté M. le Gouverneur a reçu un long télégramme l'avisant que la commission technique du ministère des colonies a rejeté le projet de construction de l'église, ne voulant à aucune condition accepter de vide entre deux murs jumaux d'une aussi faible épaisseur.

Au ministère comme ici, on a vu que ce n'était qu'un château de cartes et que la plus épouvantable des catastrophes nous était réservée.

L'entrepreneur s'est refusé de condescendre, envers la commission du ministère, à lui communiquer les plans de l'intérieur de l'église.

## DERNIÈRE HEURE

Paris 3 février

Benâtre, Saint-Pierre-Miquelon

Vu ministre et obtenu appui du journal «le Matin» pour secours après interview publié hier.

Aujourd'hui, le ministre s'engage à faire donner secours cinquante mille francs par Chambre des Députés. Un comité est constitué pour recueillir les souscriptions particulières.

DAYGRAND DELMONT

On le voit par des faits: après quelques jours de démarches pressantes à Paris, M. Daygrand avec le concours de notre ami Delmont obtient des résultats décisifs et précis en songeant aux malheureux d'abord, quand au contraire M. M. Légasse après des mois n'ont trouvé de temps que pour s'occuper de leurs petites affaires et de leur spéculation.

## ANNONCES & AVIS

# AVIS



M. Th. PRENVEILLE a l'honneur d'informer MM. les commerçants et armateurs qu'ils trouveront à sa maison de commerce, aux conditions les plus avantageuses, un grand choix de marchandises d'armement et de toutes espèces telles que filin blanc, — filin à rides, — quarantenier, — chattes à lignes, — luzin, — pierriers en bronze, — fanaux, — poulies, — davier, — margarine, — confectons, — parfumerie, — chaussures, etc. etc. .

En outre, il aura comme par le passé un dépôt de vin de M. M. Félix, Michel et C<sup>ie</sup> qu'il vendra au cours.

## AVIS

Suivant télégramme reçu avant-hier par M. A. Grezet, agent de la C<sup>ie</sup> Cyp. Fabre de Marseille, le départ du vapeur BURGUNDIA, de Saint-Malo pour Saint-Pierre-Miquelon, est définitivement fixé au samedi 25 Mars prochain.

## A VENDRE

POUR CAUSE DE DÉPART

Ameublements divers. — Salle de bains. — Piano, Lessiveuse etc. Grand rabais sur toutes sortes de marchandises.

S'adresser chez M. J. SÉVALLE

RUE DU BARACHOIS

Le Gérant, Fernand Mazier.

St-Pierre Miquelon. — Imp. du Réveil.